ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-AC692

présenté par
M. Portier
-----**ARTICLE 35****ÉTAT B****Mission « Recherche et enseignement supérieur »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Formations supérieures et recherche universitaire	0	0
Vie étudiante	0	0
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	0	0
Recherche spatiale	0	200 000 000
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	200 000 000	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0
Recherche duale (civile et militaire)	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	0	0
TOTAUX	200 000 000	200 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Chaque hiver, notre système de production d'électricité menace d'être au bord de l'implosion. Le pays doit alors faire face à des risques de coupures d'électricité car notre système est sous tension. Cette situation est inacceptable pour un pays comme la France, 6^{ème} puissance mondiale, qui devrait être largement souveraine en matière de production électrique.

L'énergie nucléaire présente de nombreux avantages concurrentiels en comparaison des autres sources d'électricité. Pilotable et extrêmement bas carbone, l'énergie nucléaire est la source de production idéale pour un pays comme la France sachant la maîtriser. Les pays comme l'Allemagne ou la Belgique qui pensaient pouvoir se passer d'énergie nucléaire ont aujourd'hui massivement recours au charbon. La production d'un térawatt-heure d'électricité est 10 fois moins polluante en France qu'en Allemagne.

Les allers-retours du chef de l'État sur le sujet a déstabilisé la filière qui a besoin aujourd'hui de se reconstruire et de recommencer à innover. C'est grâce à l'innovation que nous produisons toujours plus d'énergie pour moins cher tout en polluant moins. C'est pourquoi cet amendement propose d'accroître les financements de la filière nucléaire.

Pour cela il convient de et de réduire de 200 millions d'euros les crédits de l'action 04 « Maîtrise de l'accès à l'espace » au sein du programme 193 « Recherche spatiale » pour abonder l'action 16 « Recherche dans le domaine de l'énergie nucléaire » du programme 190 « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables » de 200 millions en CP et en AE.